

À l'heure où ces lignes sont écrites, l'offensive israélienne contre Gaza est toujours en cours. Même si l'avenir est incertain, il est néanmoins déjà possible de tirer un premier bilan des événements de ces derniers jours.

1) L'État d'Israël et les victimes des tirs de roquettes : les prophéties auto-réalisatrices

Il ne s'agit pas ici de nier la réalité des tirs de roquettes sur le sud d'Israël, ni même le fait qu'ils aient considérablement augmenté au cours de l'année 2012. Les chiffres de l'armée israélienne et des groupes armés palestiniens concordent sur ce dernier point. Mais l'un des points sur lesquels l'armée israélienne communique peu est le nombre de victimes des roquettes et obus de mortiers, et les périodes durant lesquelles ces civils israéliens ont été tués. Il est vrai que ces statistiques tendent à démontrer que les phases d'opérations militaires israéliennes sont précisément celles durant lesquelles le nombre de victimes civiles est le plus élevé.

Si l'on se contente d'observer le cycle ouvert par la prise de contrôle de Gaza par le Hamas en juin 2007, on dénombre en effet 13 victimes civiles, dont 7 (soit plus de la moitié) durant les opérations « Plomb Durci » (hiver 2008-2009, 4 morts) et « Pilier de Défense » (offensive en cours, 3 morts à ce jour). Concernant cette dernière, force est de constater qu'elle a été déclenchée alors que les roquettes n'avaient fait aucune victime depuis plus d'un an, et que dès le lendemain de l'assassinat d'Ahmad Jaabari, responsable militaire du Hamas, 3 civils israéliens ont été tués. Israël a immédiatement intégré ces trois victimes à sa « comptabilité », et s'en sert aujourd'hui pour justifier la poursuite et l'extension de l'offensive militaire.

Dans l'opération en cours il y a donc, du strict point de vue du nombre des civils israéliens tués par les tirs de roquettes, un renversement des causes et des conséquences. De même, au moment du déclenchement de l'opération « Plomb Durci », les roquettes n'avaient tué personne depuis plus de 6 mois, et elles ont fait 4 victimes dans les 3 jours suivant les premiers bombardements israéliens. Les ripostes palestiniennes aux opérations israéliennes servent donc de prétexte, *a posteriori*, pour légitimer ces dernières, ce qui confère au discours actuel de l'*establishment* israélien une dimension évidente de prophétie auto-réalisatrice.

2) Des populations prises en otage par le cynisme politique de Netanyahu

Au-delà des prétextes, il s'agit donc de s'interroger sur les motivations réelles du gouvernement israélien. La plupart des analystes et commentateurs ont souligné, à juste titre, que le *timing* de l'opération est évidemment à considérer au regard des futures échéances électorales israéliennes, comme cela était déjà le cas lors de l'opération « Plomb Durci ». Des élections législatives sont organisées en janvier, les forces politiques sont en campagne, et il est clair que l'opération en cours doit être pensée dans ce contexte.

En provoquant le Hamas et en accroissant la tension militaire, le gouvernement Netanyahu se donne ainsi une image de chef de guerre et pousse les autres partis à taire leurs critiques au nom de l'union nationale. Qui plus est, la riposte des groupes armés palestiniens entraîne une radicalisation de la société israélienne, qui devrait bénéficier aux

forces politiques les plus extrémistes, en l'occurrence le Likoud et le parti d'extrême-droite Israël Beitenou, qui ont décidé de présenter une liste commune lors des élections législatives. La mésaventure survenue au parti Kadima qui dirigeait le gouvernement sortant en 2009 et qui a été dépassé « par la droite » lors des élections, ne peut pas se reproduire.

Il est en outre essentiel de penser le *timing* de cette offensive dans le contexte de la demande palestinienne d'admission à l'ONU au titre d'État non-membre, sur laquelle l'Assemblée Générale devrait se prononcer le 29 novembre. Si l'État d'Israël sait qu'il ne pourra pas empêcher, en cas de vote, cette admission, l'opération militaire en cours, en réactualisant les thèses du « cycle de la violence » et des responsabilités partagées, pourrait convaincre certains États indécis, notamment en Europe, de choisir de ne pas choisir en s'abstenant lors du vote du 29 novembre. Les premières déclarations des États européens, entre autres la France, qui renvoient dos-à-dos les deux parties, quand ils n'accusent pas directement le Hamas, à l'instar de la Grande-Bretagne, semblent donner raison à Netanyahu et à ses calculs politiques.

La cynisme de Netanyahu, qui manœuvre en prenant en otage les populations de Gaza et du Sud d'Israël, est dénoncé en Israël même. Mihal Wasser, enseignante israélienne résidant dans une localité située à 3 kilomètres de Gaza, a ainsi signé une courageuse lettre à l'attention de Netanyahu dans le quotidien *Haaretz*, dans lequel elle écrit notamment ceci : « Si vous vous souciez de nous, cessez de nous défendre par des missiles, des actions « ciblées » et des « vols dissuasifs ». Au lieu de l'opération Pilier de Défense, lancez-vous dans une opération Espoir pour l'Avenir. C'est plus compliqué, il faut pour cela de la patience, et c'est moins populaire »¹.

3) Israël cible le Hamas pour prendre à revers les évolutions régionales

Mais il est indispensable d'aller au-delà des échéances électorales israéliennes et onusiennes. En ciblant délibérément le Hamas, les autorités israéliennes démontrent en effet qu'elles ont mesuré le danger que représentent les évolutions régionales en cours, entre autres du changement de situation politique en Égypte. Depuis plusieurs années, le Hamas a entamé une longue mue qui l'a conduit à se positionner au centre du jeu politique palestinien, y compris dans les institutions de l'autonomie qu'il avait au départ boycottées², et au cœur du jeu politique régional.

En quête de respectabilité et afin d'apparaître comme un interlocuteur responsable, le Hamas a appliqué une politique stricte à Gaza concernant les roquettes. En effet, et ce contrairement aux affirmations répétées des autorités israéliennes, le Hamas n'a pas, au cours des dernières années, encouragé les groupes armés à tirer des roquettes sur Israël, mais les en a dissuadés, y compris par la force. Leïla Shahid elle-même, peu suspecte de sympathie envers le Mouvement de la résistance islamique, l'a reconnu dans une interview accordée à la RTBF le 18 novembre 2012 : « ce n'est pas le Hamas qui tire, ce n'est pas vrai que c'est le Hamas. C'est le Jihad islamique et les autres organisations. Le Hamas, (...) pour des raisons tout à fait évidentes d'opportunisme, a fait respecter un cessez-le-feu intégral, il n'y a plus eu de tirs »³.

En mai dernier, le Hamas établissait ainsi une force de 300 hommes chargée d'empêcher les tirs de roquettes. Cette force a procédé à de nombreuses arrestations et confiscations de matériel, y compris chez des groupes influents comme le Jihad Islamique et les Comités

de Résistance Populaire. Comme le soulignait alors Avi Issacharoff, du *Haaretz*, « le fait que cette nouvelle force anti-roquettes ait été formée tend à démontrer que le Hamas cherche à maintenir le calme sur le front sécuritaire afin de pouvoir mieux établir l'autorité de son gouvernement dans la bande [de Gaza] »⁴. L'accord tacite entre Hamas et groupes armés était que les autorités n'interviendraient pas en cas de riposte palestinienne à des bombardements aériens ou terrestres, mais qu'elles empêcheraient toute initiative militaire depuis Gaza.

Ces gages du Hamas, à l'instar de son attitude pragmatique lors des négociations ayant abouti à la libération de Gilad Shalit, participent de son accession au statut d'interlocuteur reconnu régionalement, renforcée par le processus révolutionnaire en cours et notamment l'arrivée au pouvoir, en Égypte, des Frères Musulmans⁵. Le boycott du Hamas, décrété par la très grande majorité des États arabes suite aux élections législatives de 2006, a fait long feu : en janvier dernier, Ismaïl Haniyyah, Premier Ministre du gouvernement de Gaza, était ainsi accueilli par les nouveaux responsables tunisiens ; en juillet il était officiellement reçu par le Président égyptien fraîchement élu Mohammad Morsi, une rencontre inenvisageable durant l'ère Moubarak ; la visite en grande pompe de l'Émir du Qatar à Gaza à la fin du mois d'octobre a été le dernier événement consacrant la nouvelle centralité régionale de l'acteur politique Hamas.

4) Israël ne vise pas des groupes armés mais un mouvement et une orientation politiques

La première cible « officielle » de l'opération en cours a été Ahmad Jaabari, responsable de la branche militaire du Hamas, assassiné le 14 novembre. Ce choix est loin d'être anodin, et confirme en réalité les objectifs politiques inavoués du gouvernement israélien. Jaabari, du fait de sa position au sein du Mouvement de la résistance islamique, occupe en effet une place centrale dans le dispositif politique du Hamas au sein de la bande de Gaza. Il est notamment celui qui a supervisé les pourparlers ayant abouti, en octobre 2011, à la libération de Gilad Shalit et à son « échange » contre 1 027 prisonniers palestiniens, et son rôle a été salué par les médiateurs israéliens et internationaux.

Plus éloquent sans doute, Jaabari était celui qui avait convaincu les groupes armés de Gaza d'accepter un cessez-le-feu avec Israël, parvenant même, quelques jours avant son assassinat, à élaborer une proposition de trêve durable, comme l'a confirmé Gershon Baskin, médiateur israélien dans la libération de Gilad Shalit : « M. Jabari n'était pas seulement intéressé par un cessez-le-feu durable ; il était aussi celui qui était en charge de faire respecter les précédents accords de cessez-le-feu obtenu par les services de sécurité égyptiens. (...) Le matin du jour où il a été tué, M. Jabari recevait un *draft* de proposition de cessez-le-feu étendu avec Israël, incluant des mécanismes permettant de vérifier les intentions [des uns et des autres] et de s'assurer de la possibilité d'une entente »⁶.

Jaabari était l'une des principales incarnations, aux côtés du Premier Ministre Ismaïl Haniyyah, du courant « pragmatique » du Hamas, prêt à convaincre les partisans de l'option militaire, la base du mouvement et les groupes palestiniens de la nécessité de maintenir un calme relatif entre Israël et Gaza afin d'obtenir un desserrement de l'étau autour de la petite bande côtière, sans pour autant renoncer au principe de la lutte pour la satisfaction des droits des Palestiniens : « M. Jabari comprenait la futilité des tirs de roquettes, contre Israël qui ne faisaient pas réellement de dégâts en Israël, mais des dizaines de victimes à Gaza. M. Jabari n'était pas prêt à abandonner la stratégie de

« résistance », c'est-à-dire le combat contre Israël, mais il avait compris la nécessité d'une nouvelle stratégie et était prêt à accepter un cessez-le-feu sur le long terme »⁷.

En ciblant Jaabari et en conduisant une opération d'envergure, Israël envoie en réalité un « message » au Hamas, en lui signifiant qu'il doit choisir entre résistance et capitulation, et qu'aucune orientation politique tentant de mêler négociations avec Israël et maintien des revendications nationales palestiniennes ne sera tolérée. Il s'agit ainsi de pousser le Hamas « à la faute » en renforçant, en son sein, les partisans de l'option militaire, au risque, pour le mouvement, de perdre une large partie de la légitimité régionale qu'il a acquise au cours des dernières années. Ni le Qatar, ni l'Égypte ne soutiendront en effet le principe d'une confrontation armée durable, en témoignent les efforts développés depuis le Caire et Doha pour parvenir à obtenir un cessez-le-feu. Dès lors, l'offensive en cours, si elle contribue actuellement à renforcer, à Gaza, le prestige du Hamas en tant qu'organisation « résistante », peut, sur le moyen terme, affaiblir le mouvement de la résistance islamique. Sous la pression de leurs parrains arabes, les pragmatiques du mouvement vont en effet probablement tenter d'obtenir un cessez-le-feu qui, s'il ne s'accompagne pas d'une amélioration des conditions de vie à Gaza et d'un arrêt des incursions et bombardements israéliens⁸, approfondira les clivages internes au Hamas et renforcera les autres groupes palestiniens partisans du maintien d'une pression militaire, aussi dérisoire soit-elle, sur Israël.

5) Israël : « Plus ça change, plus c'est la même chose »

L'opération en cours n'est qu'une nouvelle démonstration de la nature réelle de la stratégie de l'État d'Israël à l'égard des Palestiniens. En témoigne le fait que je peux reprendre ici, sans le modifier, ce que j'écrivais il y a près de 4 ans lors de l'opération « Plomb Durci »⁹ :

Derrière les faux prétextes (...), le but d'Israël est donc clair : à défaut de pouvoir se débarrasser du peuple palestinien, les dirigeants sionistes peuvent les tolérer dans des cantons isolés, à condition que ces cantons ne soient pas contrôlés par des forces hostiles à Israël. L'offensive actuelle est donc un sanglant « coup de pression » sur le Hamas et sur la population palestinienne : capitulez ou vous connaîtrez l'enfer.

L'offensive contre Gaza se situe donc dans la continuité des politiques israéliennes depuis plus de 60 ans : il s'agit de démontrer au peuple palestinien et à leurs dirigeants que s'ils sont tolérés dans des réserves entourées de murs, ils ne peuvent espérer obtenir davantage. Il s'agit de rappeler que c'est Israël qui fixe les règles du jeu, qui choisit les dirigeants, qui assassine ou menace de mort ceux qui ne sont pas assez conciliants, qui arme et désarme les forces de sécurité selon son bon vouloir, qui ouvre et ferme les portes d'entrée des cantons.

L'attitude d'Israël à l'égard du pourtant conciliant Mahmoud Abbas, qui a depuis longtemps renoncé à toute perspective d'affrontement avec Israël, dont les forces de sécurité en Cisjordanie coopèrent au quotidien avec les services israéliens, et qui s'accroche désespérément à une solution négociée, s'inscrit dans cette dynamique. L'État d'Israël menace en effet Abbas de « représailles » en cas de demande d'admission à l'ONU, certains évoquant même l'hypothèse d'un renversement d'Abbas¹⁰. Hypothèse peu plausible mais qui démontre à quel point même le dirigeant le plus docile est immédiatement rappelé à l'ordre dès qu'il sort de l'agenda fixé par le seul État d'Israël, et à quel point le soi-disant « processus de paix » n'est qu'un leurre destiné à entretenir

l'illusion d'une « négociation » possible alors que sur le terrain Israël poursuit son entreprise de colonisation et de dépossession.

Leïla Shahid, dans l'interview déjà citée, semble ainsi reconnaître (enfin) que le cadre du « processus de paix » est caduc, et que la stratégie de la direction de l'OLP, à savoir la recherche d'une solution négociée entre Israël et les Palestiniens sous l'égide des États-Unis, a failli : « nous avons décidé, il y a 19 ans, d'arrêter toute la lutte militaire pour décider de négocier la solution de deux États. Mais soyons honnêtes, nous avons échoué. La solution préconisée par le Président Mahmoud Abbas, par le Premier ministre, par Yasser Arafat avant son décès, ça fait 20 ans que nous négocions soi-disant une solution de l'occupation militaire de nos territoires depuis 45 ans. Et qu'est-ce que nous avons fait ? Nous n'avons même pas réussi à faire retirer l'armée israélienne ni de Gaza ni de Cisjordanie, ni de Jérusalem-Est. (...) La stratégie de ma direction, la mienne, celle que je défends maintenant depuis 45 ans, a échoué. Dites-moi à quoi ont servi les négociations pendant 20 ans ? Nous avons commencé à négocier à Madrid en 1990. On a continué en 1993, on a arrêté la lutte armée, on a voulu montrer qu'on était respectueux du droit international, et Israël nous a donné une claque »¹¹.

6) Une nouvelle donne régionale ?

De telles déclarations révèlent en réalité qu'il est de plus en plus évident, aux yeux de tous les acteurs impliqués, que la « parenthèse d'Oslo », ouverte au début des années 1990, est en train de se refermer. Les impasses inhérentes au « processus de paix » et la poursuite de la politique expansionniste israélienne se doublent aujourd'hui d'un changement du dispositif régional, qui ouvre d'autres perspectives politiques aux Palestiniens que celle d'un tête-à-tête avec Israël sous supervision états-unienne, avec des pays arabes aux abonnés absents. En s'en prenant au Hamas et en essayant de le mettre en porte-à-faux vis-à-vis de ses parrains arabes, l'État d'Israël reconnaît, paradoxalement, qu'il a pris conscience de la fermeture programmée de la parenthèse d'Oslo et des risques que cela comporte pour lui.

Loin d'être une réaction aux tirs de roquettes, l'offensive en cours peut ainsi être considérée comme une « attaque préventive » contre les conséquences probables du rééquilibrage régional en cours. Israël ne peut plus compter, comme auparavant, sur des régimes arabes soumis au seul agenda états-unien, et il n'est donc pas hasardeux d'émettre l'hypothèse selon laquelle l'une des cibles indirectes de l'attaque est l'Égypte¹². Si cette dernière n'a pas rompu avec la politique étrangère de l'ère Moubarak, notamment en ce qui concerne le Traité de Camp David et les liens avec les États-Unis, elle entend toutefois occuper une place significative au sein du dispositif régional, passant notamment par un rôle nouveau dans le « dossier » palestinien.

En précipitant les événements par le déclenchement d'une opération militaire d'envergure contre Gaza, qui semble cibler en priorité le Hamas, le gouvernement israélien met en effet à l'épreuve le nouveau régime égyptien. Ce dernier ne peut plus se contenter d'une solidarité de principe, passant par des déclarations de soutien aux Palestiniens ou par des votes demandant la révision du Traité de Camp David. Le Président Morsi doit agir afin de démontrer, en actes, que l'ère Moubarak est révolue, sans quoi il risque de perdre une partie de son soutien populaire, sans pour autant encourager l'hostilité régionale contre Israël, une attitude qui pourrait conduire les États-Unis, dont l'aide financière demeure considérable, à sanctionner le nouveau régime.

L'Égypte se retrouve, *de facto*, au centre du jeu, mais Mohammad Morsi va devoir faire la preuve de sa capacité à manier la *realpolitik*. Le Président égyptien est contraint à faire face aux contradictions de l'Égypte post-Moubarak, et l'accélération provoquée par Israël va nécessairement influencer sur les reconfigurations en cours au niveau régional. Le cycle d'Oslo est en train de se refermer, et avec lui le principe d'un « règlement » de la question palestinienne imposé par les États-Unis et Israël, avec l'assentiment des pays arabes. Un nouveau cycle, produit de la faillite d'Oslo et des processus révolutionnaires arabes, s'est déjà ouvert. Nul doute que l'offensive israélienne en cours, dont les développements sont incertains, et ses conséquences politiques et diplomatiques contribueront à définir les coordonnées de ce nouveau cycle qui sera taché, comme toujours en Palestine, du sang des habitants de Gaza.

18 novembre 2012

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur-e(s) et URL d'origine activée.

références

références

- ↑ **1** Voir la lettre traduite en français sur le site de [l'Union Juive Française pour la Paix](#), et l'original en anglais sur le site du [Haaretz](#).
Sur les mutations internes du Hamas révélées par sa participation aux élections de
- ↑ **2** 2006, voir notamment Khaled Hroub « Un Hamas nouveau ? », *Revue d'études palestiniennes*, n°102, hiver 2007.
- ↑ **3** Entretien en ligne sur le site de [la RTBF](#).
- ↑ **4** Avi Issacharoff, « New Hamas force in Gaza is foiling rocket attacks against Israel », *Haaretz*, 10 mai 2012. En ligne sur le site du [Haaretz](#).
- ↑ **5** Le Hamas est, rappelons-le, issu de la branche palestinienne des Frères Musulmans.
- ↑ **6** Gershon Baskin, « Israel's Shortsighted Assassination », *The New York Times*, 16 novembre 2012, en ligne sur le site du [New York Times](#).
- ↑ **7** *Ibid.*
Rappelons en effet que pour la seule année 2012, ce sont pas moins de 70
- ↑ **8** Palestiniens de Gaza qui ont été tués par les forces armées israéliennes, et ce avant le déclenchement de l'opération « Pilier de Défense ».
- ↑ **9** Julien Salingue, « Offensive israélienne contre Gaza : une mise en perspective », publié sur le site de [Contretemps](#) le 6 janvier 2009.
Voir par exemple Harriet Sherwood, « Israel threatens to overthrow Abbas over
- ↑ **10** Palestinian statehood bid », *The Guardian*, 14 novembre 2012, en ligne sur le site du [Guardian](#).
- ↑ **11** Entretien en ligne sur le site de [la RTBF](#).

On remarquera que le nom hébreu de l'opération israélienne contre Gaza n'est pas « Pilier de Défense » mais אָמֻד אֲנָן, « Amud Anan », c'est-à-dire « Colonne de nuages », en référence à un épisode biblique durant lequel Dieu protège, au moyen d'un « colonne de nuages », les Israélites lors de leur traversée du désert, contre les peuples d'Égypte.